

PROJET DE CONVENTION DE SUBVENTION au titre de l'année 2017

ENTRE

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE,

Etablissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre,

enregistrée sous le numéro SIREN 200 071 876, dont le siège est 11 rue du Maréchal Leclerc à SAUMUR (49 400), représenté par son Président, Monsieur Jean-Michel MARCHAND, autorisé à signer par décision n° 2017/... DB du Bureau Communautaire en date du 30 novembre 2017

Ci-après dénommée « SAUMUR VAL DE LOIRE »,

D'une part,

ET

INITIATIVE ANJOU,

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,

enregistrée sous le numéro W491008296 et publiée au Journal officiel le 11 janvier 1989, dont le siège social est 7, esplanade de la gare, BP 71011, à ANGERS (49010), représentée par son Président, Monsieur Jacky CHARRUAULT,

Ci-après dénommée « INITIATIVE ANJOU »,

D'autre part,

PREAMBULE

Conformément à ses statuts, l'Association INITIATIVE ANJOU a pour objet de déceler et de favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités, de biens ou de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement d'une PME ou TPE. Elle apporte son soutien financier par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt ou par une avance remboursable à la personne morale. Les porteurs de projet peuvent bénéficier d'un accompagnement, sous forme de parrainage et/ou de suivi technique réalisé gracieusement.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 a profondément modifié l'organisation territoriale et la répartition des compétences entre les collectivités locales. Cette réforme a eu des conséquences sur l'organisation et le fonctionnement d'INITIATIVE ANJOU.

En raison de ressources privées insuffisantes, INITIATIVE ANJOU s'est notamment tournée vers la Région des Pays de la Loire et les intercommunalités pour financer son budget de fonctionnement. En effet, la loi précitée du 7 août 2015 a clarifié les compétences des collectivités territoriales en matière d'interventions économiques. A ce titre, elle a renforcé le rôle de la région, dorénavant seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive de la définition sur son territoire, des orientations en matière de développement économique.

Cette compétence en matière de développement économique a également été confiée aux établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.) à fiscalité propre. Ainsi, les EPCI peuvent financer, en complément de la Région, des organismes qui participent à la création ou à la reprise d'entreprise, comme l'Association Initiative Anjou.

Dans ce contexte, une convention dénommée « *convention de partenariat entre la Région des Pays de la Loire, l'Association Initiative Anjou et les EPCI finançant Initiative Anjou au titre de l'année 2017* » a été signée afin d'autoriser les EPCI de Maine-et-Loire à financer INITIATIVE ANJOU.

La présente convention consiste quant à elle à préciser les modalités de l'intervention financière de SAUMUR VAL DE LOIRE au titre du financement du budget de fonctionnement de l'Association.

VISAS

- Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 107 et 108,
- Vu le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis – JOUE 24/12/2013 L 352-1,
- Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1511-7, L. 1611-4 et L. 4221-1 et suivants et R 1511-1 et suivants ;
- Vu la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la délibération du Conseil régional des Pays de la Loire en date des 14 et 15 décembre 2016 approuvant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation,
- Vu la convention de partenariat entre la Région des Pays de la Loire, l'Association Initiative Anjou et les EPCI de Maine-et-Loire finançant Initiative Anjou au titre de l'année 2017,
- Vu les statuts d'Initiative Anjou en date du 15 juin 2017,
- Vu la délibération n° 2016/089 DC du Conseil Communautaire du 20 octobre 2016 approuvant les statuts de SAUMUR VAL DE LOIRE
- Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 actant les statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

SAUMUR VAL DE LOIRE a décidé de subventionner, selon les conditions établies dans la présente convention, le fonctionnement d'INITIATIVE ANJOU afin de permettre à celle-ci de mener à bien son activité d'accompagnement des porteurs de projet de création-reprise pour l'année 2017.

INITIATIVE ANJOU en acceptant la subvention s'engage à réaliser son activité sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens mis à sa disposition.

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE SAUMUR VAL DE LOIRE

Au vu du budget et des comptes présentés par INITIATIVE ANJOU, SAUMUR VAL DE LOIRE s'engage à verser une subvention d'un montant de 15 000 € (QUINZE MILLE EUROS) TTC.

Le plan de financement prévisionnel des actions indique de façon claire et détaillée l'ensemble des dépenses et des recettes. Il est présenté en annexe et fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

INITIATIVE ANJOU s'engage à utiliser la subvention pour la seule réalisation des objectifs et des activités tels que définis dans la présente convention.

INITIATIVE ANJOU s'engage à ne pas employer tout ou partie de la subvention reçue de SAUMUR VAL DE LOIRE, en subventions à d'autres associations, sociétés ou organismes ou œuvres et à ce que la subvention ne puisse en aucun cas donner lieu à profit.

INITIATIVE ANJOU est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'action.

INITIATIVE ANJOU s'engage à procéder aux contrôles nécessaires de nature à vérifier que les porteurs de projet de création-reprise bénéficiaires de l'accompagnement individualisé subventionné par SAUMUR VAL DE LOIRE respectent le plafond des aides de minimis, notamment en sollicitant de chaque entreprise une déclaration relative aux autres aides de minimis reçues au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours (règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis - JOUE 24/12/2013 L 352/1).

ARTICLE 4 – COMMUNICATION

INITIATIVE ANJOU s'engage, à mentionner le soutien financier de SAUMUR VAL DE LOIRE sur ses documents et publications officiels de communication en faisant figurer le logo, et en respectant la charte graphique de SAUMUR VAL DE LOIRE, notamment pour toute opération se déroulant sur son territoire.


INITIATIVE ANJOU s'engage également à faire mention du soutien de SAUMUR VAL DE LOIRE dans ses rapports avec les médias.

SAUMUR VAL DE LOIRE devra être informée par INITIATIVE ANJOU de toute initiative médiatique ayant trait à l'objet de la subvention versée. Cette obligation d'information prendra la forme d'un courrier officiel adressé dans un délai raisonnable au Président de SAUMUR VAL DE LOIRE l'invitant à participer aux opérations médiatiques initiées par INITIATIVE ANJOU sur son territoire.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT

La subvention d'un montant de 15 000 € sera versée à la signature de la convention.

Le versement est effectué sur le compte bancaire d'INITIATIVE ANJOU suivant :

							
RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE							
Identifiant national de compte bancaire - RIB							
Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise			
10278	39405	00020004801	90	EUR	CM ANGERS SAINT LAUD		
Identifiant international de compte bancaire							
IBAN (International Bank Account Number)		BIC (Bank Identifier Code)					
FR76	1027	8394	0500	0200	0480	190	CMCIFR2A
Domiciliation				Titulaire du compte (Account Owner)			
CM ANGERS SAINT LAUD				INITIATIVE ANJOU			
6 PLACE DE LA VISITATION				7 ESPLANADE DE LA GARE			
49100 ANGERS				BP 71011			
Tél : 02-41-21-49-49				49010 ANGERS CEDEX 01			

ARTICLE 6 – MODALITES DE CONTROLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

SAUMUR VAL DE LOIRE peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utile, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par INITIATIVE ANJOU

SAUMUR VAL DE LOIRE se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l'action subventionnée.

INITIATIVE ANJOU s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel de SAUMUR VAL DE LOIRE ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de l'organisme bénéficiaire.

INITIATIVE ANJOU s'engage à fournir à SAUMUR VAL DE LOIRE une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

INITIATIVE ANJOU est tenue de présenter à SAUMUR VAL DE LOIRE, au plus tard dans un délai de six mois suivant la fin de la convention, un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006. Ce compte rendu financier, issu du compte de résultat d'INITIATIVE ANJOU, est présenté sous la forme d'un tableau des charges et des produits affectés à l'action subventionnée.

Ce compte rendu est impérativement accompagné de deux annexes comprenant respectivement :

- un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de l'action et un tableau de répartition entre le budget principal et le compte rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet,
- une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

INITIATIVE ANJOU accepte que SAUMUR VAL DE LOIRE puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de la subvention pendant toute la durée de la convention ainsi que pendant une période de 4 ans à compter du paiement de la subvention par SAUMUR VAL DE LOIRE.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties pour une durée de 18 mois.

INITIATIVE ANJOU s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans à compter du paiement de la subvention par SAUMUR VAL DE LOIRE.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, SAUMUR VAL DE LOIRE se réserve le droit, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à l'autre signataire restée infructueuse pendant 30 jours, de résilier la présente convention.

SAUMUR VAL DE LOIRE pourra alors exiger le reversement de tout ou parties des sommes déjà versées.

ARTICLE 10 – MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

En cas de résiliation de la convention, SAUMUR VAL DE LOIRE se réserve le droit de demander sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.

Dans le cas où les dépenses réelles seraient inférieures à la dépense subventionnable, la participation de SAUMUR VAL DE LOIRE sera réduite au prorata lors du paiement du solde de la subvention.

ARTICLE 11 – LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

ARTICLE 12 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- la présente convention,
- les annexes :
 - le budget de fonctionnement de l'association pour 2017
 - les bilans et les comptes de résultat des deux derniers exercices clos

Fait à SAUMUR, le

En 3 exemplaires originaux

Pour SAUMUR VAL DE LOIRE
Le Président

Pour INITIATIVE ANJOU
Le Président

Jean-Michel MARCHAND

Jacky CHARRUAULT

ANNEXES

- **Annexe 1 : le budget de fonctionnement de l'association pour 2017**
- **Annexe 2 : les bilans et les comptes de résultat des deux derniers exercices clos**